

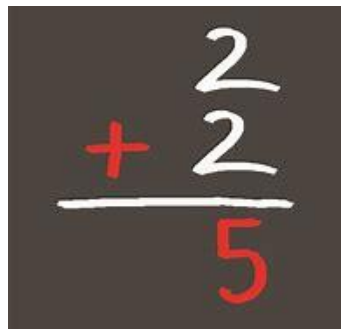


mONTPELLIER 2020

La lettre de « Sursaut

Mai 2018, n°60

Le pragmatisme est une idéologie



taringa.net

Le Midi libre a rapporté, dans son édition du 12 avril, l'échange très vif qui a opposé Jacques Toubon, à la députée LREM de l'Hérault, Coralie Dubost. Alors que le Défenseur des Droits était interrogé par la commission des lois sur le projet de loi asile et immigration, la parlementaire s'est dite surprise de le voir mettre « *en opposition le principe de réalité avec la défense et la réalisation des droits fondamentaux. Je trouve dommage, a-t-elle poursuivi, d'opposer ce principe de réalité, et d'en faire un obstacle aux droits fondamentaux alors qu'il est là précisément pour les orienter et permettre de les atteindre et de les réaliser concrètement* ». Le défenseur des droits lui a immédiatement répondu : « *il faut opposer droits fondamentaux et principe de réalité. Les droits fondamentaux ne peuvent pas être relatifs. Ils prévoient une obligation de résultat (...) Si on commence à dire "je ne peux pas alors je ne fais pas", petit à petit, on grignotera ces droits* ».

Cet échange pose la question des relations complexes entre la réalité et le droit. Les nécessités de l'action sont-elles compatibles avec l'impérieuse soumission à des valeurs inscrites dans la loi ou reconnues

comme universelles ? Ces questions partagent la France depuis les dernières présidentielles. Nos gouvernants actuels revendiquent clairement une ligne pragmatique qui dépasserait les clivages idéologiques droite/gauche. La gauche y voit la marque d'une dérive droitière qui ne dit pas son nom. La droite y dénonce un renoncement aux valeurs qui la fondent la nation.

La question n'est pas simple. Emmanuel Macron s'est fait élire sur une sortie des oppositions droite/gauche. Il entend établir son action politique dans une volonté pragmatique en se libérant des œillères idéologiques. Le pragmatisme, cependant, ne se situe jamais sur un terrain vierge. Il constitue lui-même un choix idéologique. Ses racines ont accompagné le développement industriel de la fin du XIXe siècle. Ses fondateurs furent Charles Sanders Peirce et William James en Amérique du Nord et son principal penseur en France, Jean Wahl. Cette philosophie a la volonté de partir de la réalité concrète et s'oppose, par-là, aux courants classiques se fondant, eux, sur les idées et les abstractions, même si d'autres mouvements contemporains comme l'existentialisme s'en sont démarqués. Pour le pragmatiste, c'est l'efficacité pratique de son action qui justifie sa valeur. Dans son récent débat télévisé Emmanuel Macron a, ainsi, maintes fois précisé qu'il était prêt à réexaminer certaines nouvelles dispositions législatives au bout de deux ans pour en mesurer le bilan. La journaliste Nathalie Saint-Cricq, a fait remarquer, à l'issue du passage très réussi du ministre de l'Education Nationale dans « *l'Emission politique* » de France 2 du 15 février dernier, que Jean-Michel Blanquer, « *fait partie d'une nouvelle génération même pas d'hommes politiques mais de gouvernants pour qui le pragmatisme est l'alpha et l'oméga de tout* ».

Le pragmatisme permettrait-il d'échapper au clivage droite/gauche ? Si on laisse de côté la question épineuse de la définition de ce que sont gauche et droite aujourd'hui, on doit bien convenir que ce n'est pas possible. On peut trouver des pragmatismes de droite et des pragmatismes de gauche. Notre relation à la réalité est toujours chargée d'une part subjective où l'idéologie tient une grande place. Il n'existe donc pas de regard épuré sur le concret. On le constate chaque jour en voyant les affrontements opposant deux personnes sur un même fait. Le pragmatisme d'un cheminot CGT en grève ne peut évidemment pas être le même que celui d'un initiateur de la réforme de la SNCF. Celui de l'utilisateur va différer également suivant sa dépendance ou son intérêt au bon fonctionnement des transports ferroviaires. De façon plus générale, le pragmatisme peut difficilement se séparer de son appartenance de « classe » sociale.



Existerait-il une valeur absolue qui pourrait transcender ces pragmatismes ? Le droit devrait constituer, en principe, la référence devant laquelle tout citoyen doit se soumettre. Les droits de l'homme y occupent une place singulière puisqu'universellement reconnue. Mais n'oublions pas que c'est sur leur invocation que les révolutionnaires ont fait régner la Terreur. C'est en leur nom également que les nations puissantes du monde occidental se sont autorisées à envahir militairement des pays comme l'Irak ou la Lybie. Si le droit constitue une valeur absolue, on ne peut constater que leur invocation est souvent beaucoup plus relative.

La sagesse devrait constituer dans le rappel que tout découpage entre l'idéologie et la pratique est éminemment dangereuse. La pertinence et la vitalité de l'action politique ne peuvent se préserver que par le va-et-vient constant entre une pensée qui guide l'action et une action qui protège la pensée de s'ériger en dogme. Il n'existe pas plus de pensée pure que d'action neutre.

Les billets de Gérard DORIVAL

De la prospérité des "bobards"



Dessin de RHODO

Notre imbécillité collective ambiante (due sans doute à une indicible révérence envers une anglophonie pourtant illustrée par Trump ou le Brexit !) les intitule les "fake news", fausses nouvelles, que le langage populaire qualifiait du nom plaisant de "bobards".

Les 2/3 des français sont crédules à ces sornettes et rumeurs, le plus souvent percutantes, originales et spectaculaires, diffusées sous le sceau d'un confortable anonymat, reprises à des milliers d'exemplaires, sans recul, sur les machines à reproduire en instantané des multiples réseaux dits "sociaux" et se propageant, en cascades comme des virus. Les contenus, simplistes, sommaires et clivants, quand ils ne sont pas racistes et xénophobes, apparaissent à première vue crédibles et se présentent en rupture avec l'information courante, plus convenue, des médias et des institutions, déconsidérés à priori.

La théorie du " complot », explication miraculeusement toute trouvée à toute situation (y compris aux penalties au foot !), permet de rejeter à priori toutes les communications émanant des institutions outrageusement «pro-domo», des élus, frappés souvent très injustement d'indignité, et des journalistes suspectés de véhiculer des messages orientés et partisans. Ne parlons pas des représentants des cultes jugés par essence hermétiques.

Les élus emploient souvent encore la " langue de bois" qui désespère et les journalistes, lorsqu'ils ne font pas preuve, pour un certain nombre, d'incompétence dommageable à la qualité de leur profession, se montrent suffisants, hélas à leur insu. Ces porte-paroles au rôle sociétal essentiel devraient cultiver la remise en cause.

Cette recrudescence des bobards est érigée en système dans les nombreuses dictatures de la planète, muselant l'expression des journalistes, mais aussi dans certaines démocraties apparentes comme la Hongrie d'Orban, qui maîtrise sa communication officielle à partir de l'usage pernicieux de cet outil de " narration" nationale. Le nombre de réfugiés y est le plus faible d'Europe mais l'argument électoral ne porte que sur leur rejet !

Les élections des anglo-saxon précitées (Trump et Brexit) aurait été largement influencée par ces fausses nouvelles venues de Russie ou d'ailleurs et transmises via de puissants réseaux du type "Facebook". L'affaire est donc d'une extrême importance.

Une" fausse information "à caractère politique met trois fois moins de temps à atteindre une cible quantifiée qu'une information "vraie", en touchant deux fois plus de personnes. Une vraie nouvelle n'apporte qu'un élément de plus à un fil d'information sur tel ou tel évènement ou situation déjà connus alors que les fausses viennent de nulle part et apparaissent tels un éclair et captivent.

Le bobard est niché dans la désinformation dont usent et abusent, (c'est "de bonne guerre" disent t'ils), les protagonistes politiques ou sociaux. Les "dialogues" entre majorités et oppositions sont ainsi biaisés et pervertis, hélas en conscience.

Ce n'est pas un hasard si les bobards jouent sur nos angoisses avec un caractère alarmiste et jamais apaisant. On aime le caractère transgressif des fausses nouvelles. On aime, au fond, lire que Macron a un compte "offshore" aux Bahamas, même si cela est faux. Leur caractère simpliste et binaire permet de "liker » ou non, spontanément et sans nuance.

Afin de tenter de contrecarrer ce phénomène exponentiel, un travail de traçabilité et de vérification pourrait être entrepris à partir de données émanant de plateformes comme " Wikipédia », d'algorithmes et de métadonnées susceptibles de remonter aux sources.

Le mensonge n'étant pas illégal en effet, la loi (telle qu'envisagée en France) a peu de chance de produire des effets coercitifs. Eriger un ministère de la vérité et de la censure serait contre-productif.

Un rapport d'experts auprès de la Commission Européenne propose d'encourager le marquage des "fake news" par les utilisateurs et les vérificateurs, de favoriser la visibilité des informations fiables et de reléguer en fin de site les informations suspectes sur la base de ce marquage. Ou encore, de mieux appliquer au Web les bonnes pratiques éditoriales des journaux lorsque, par exemple, ils distinguent les contenus sponsorisés de ceux émanant de la rédaction.

La société civile et une presse totalement indépendante pourraient s'atteler à cette tâche considérable. Les entreprises du net, juges et parties, non. La loi et l'Etat, non plus. Quelle que soit sa bonne volonté, il ne pourrait résister à la suspicion, aucun Etat n'étant neutre et vertueux.

Les bobards me semblent avoir un bel avenir, destructeurs à souhait, à partir de ceux qui s'y adonnent avec délectation mais surtout intérêt.

Pour qui se prennent-ils ?



ladepeche.fr

Je ne ferai pas l'exégèse, largement développée sur tous les médias, des propos tenus par le Président de la République lors de la fameuse interview du 15 Avril mais pointerai les postures convergentes des deux journalistes, en fait plus pusillanimes qu'audacieux. Outre l'affichage d'une irrévérence formelle, interpellant par son nom un Président présent pourtant uniquement par sa fonction, le questionnement se voulait agressif dans la forme et populiste sur le fond. La qualité reconnue des deux chroniqueurs n'est pas en cause mais la conjonction, préparée, de leurs vindictes les a fait sortir imprudemment de leur rôle, ne déstabilisant pas, au final, un Président pugnace qu'ils auront ainsi plutôt mis en valeur.

« On aurait dit deux archanges chargés par Dieu du Jugement Dernier, morigénant un pécheur avant de l'expédier en enfer » écrit un commentateur.

Les politiques sont déconsidérés pour avoir laissé certains d'entre eux dériver vers nombre de compromissions. Les journalistes subissent le même discrédit en affichant une condescendance et une arrogance que rien ne justifie, en surjouant leur rôle au-delà d'une fonction qui devrait être plutôt empreinte de rigueur et d'humilité.

Puisse les errements de cette "interview" conduire à une révision des attitudes et des comportements.

Controverses sur l'accueil des migrants

Le titre de la soirée promettait de « dédramatiser » la question de l'accueil des migrants, mais il faut bien l'avouer, Jean François CARENCO a quelque chose de diabolique dans sa façon d'aborder le sujet. On pouvait s'attendre, venant d'un Préfet, à trouver un ton mesuré, des formules teintées de froideur administrative ou de logique cartésienne. C'était mal connaître l'ancien directeur général du district de Montpellier. L'œil est toujours aussi vif, le ton direct et le propos vivant. Il aime beaucoup le terme de « Controverses » : pour lui, la contradiction c'est la vie. Sans contradiction, il n'y pas de pensée. C'est cette complexité des contraires qui l'habite. C'est celle de sa pensée peut-être mais c'est surtout celle de la vie, celle qu'il a rencontrée dans sa fonction de Préfet, celle où sa charge l'obligeait à trancher. Quelles sont les valeurs qui, alors, lui servent de guide ? La réponse est claire : celles de la République, de la laïcité, de l'amour des hommes et, a-t-il ajouté, la volonté farouche de lutter contre toute forme de racisme.

La rencontre avec la migration est arrivée très tôt dans l'exercice de sa fonction et dans les multiples postes qu'il a été amené à occuper, en outre-mer, Guadeloupe, Nouvelle Calédonie, Saint Pierre et Miquelon, mais aussi en Rhône-Alpes ou en Ile de France. L'association qu'il dirige actuellement, COALLIA, l'amène directement à s'efforcer de trouver une résidence pour les migrants.



Question préalable : « qu'est-ce qu'un migrant » ? Qu'est-ce qui le sépare de son voisin bien installé sur sa terre ? Qu'est-ce qui le sépare en tant qu'étranger d'un autochtone bien « nationalisé » ? J. F. Carencio répond par une anecdote. Face à une personne en attitude de franc rejet racial en Guadeloupe, il lui fait seulement remarquer : « *mais regardez ils ont 2 jambes, 2 bras, une tête, comme nous* ». Il se revendique lui-même comme daltonien : il ne distingue pas les couleurs.

Est-ce à dire qu'il faille tomber dans l'illusoire angélisme du « tous frères », ou « tous pareils » ? Le déni du racisme est, pour lui, toujours potentiellement dangereux mais, ajoute-t-il, ce qui différencie les êtres n'est pas, d'abord, la couleur de leur peau, ce sont plutôt les conditions de vie. La pauvreté est, souvent, le premier déclencheur du racisme.

J. F. Carencio nous narre les trois ou quatre premières situations concrètes qui l'ont confronté à la migration. Préfet de la Guadeloupe, il voit les cadavres mutilés d'haïtiens essayant de fuir leur pays viennent s'échouer sur les plages de Saint Martin. Personne, alors, ne veut leur accorder une sépulture au prétexte qu'ils sont sans pays. Il obligera alors de creuser une fosse commune pour leur donner un dernier lieu de repos qui soit digne de leur humanité et fera poser une plaque dessus en leur souvenir. Cette préoccupation l'accompagnera dans ses différentes charges préfectorales jusqu'à Paris-Ile de France où il devra, notamment, s'occuper sous la présidence de François Hollande des logements sous tentes des sans abris en attendant de leur y trouver des places dans des foyers. Christophe Louis, le directeur des « Enfants du canal » dira de lui : « *Il a un caractère, il déménage, mais il agit* ». Ce « pragmatisme » est, en effet, ce qui caractérise d'abord les propos de J. F. Carencio. Il y a un temps pour la réflexion (Michel Serres est un de ses principaux guides) et un autre pour l'action : le Préfet est un homme qui doit agir et décider.

C'est pour cette raison sans doute qu'il assume totalement d'avoir eu à prononcer des déchéances de nationalité ou des reconduites aux frontières. Une nation ne peut être ouverte sans condition à tous ceux

qui viennent émigrer sur son sol. Il y a une question d'équilibre : jusqu'à quelle limite cet accueil est-il possible avant qu'il ne vienne mettre en danger le pays accueillant ? Politiquement parlant chacun sait que, sans cette vigilance, le risque est grand d'ouvrir la porte à tous les démons nationalistes et extrémistes. Il n'y a pas de faute morale pour un État à avoir une politique de reconduction à la frontière. En revanche, il y a une faute morale à laisser se créer un désordre qui favorise l'extrême droite.

Les chiffres officiels d'accueil des migrants sont restés stables depuis 40 ans, tournant autour de 200 000. Une bonne partie est constituée d'étudiants et de regroupements familiaux. Une autre partie permet d'introduire une main d'œuvre utile à notre économie. En revanche, par définition, l'immigration clandestine est impossible à calculer précisément. Elle est en augmentation constante et continuera probablement à l'être en raison des conditions économiques, politiques mais aussi climatiques : sur un globe terrestre à l'information de plus en plus mondialisée, nul ne pourra empêcher les hommes d'aller vers là où il leur semble pouvoir mieux vivre.

C'est l'une des raisons qui justifie, aux yeux de J. F. Carencu, l'établissement de fiches d'identité sans laquelle il n'est pas possible de mettre en place une politique d'accueil cohérente et responsable. Dans son expérience, il note, d'ailleurs, que les réfugiés sont rarement réticents à décliner leur nom, âge et origine, ajoutant que ceux sont souvent ceux qui ne rencontrent pas d'émigrés qui s'indignent des soi-disant fichages. « Mais si quelqu'un refuse ? » poursuit néanmoins une personne dans la salle, « eh bien tant pis pour lui, ce sont les lois de notre République dont il s'agit ».

La question de « l'identité » se situe donc au centre de la question de la migration. Il faut considérer que l'émigré est d'abord un être en risque de perte d'identité à la suite de la perte de son sol et de sa culture. Il est donc important de l'accueillir en lui reconnaissant une identité et en lui redonnant une dignité. Mais cet accueil n'est possible que si ceux qui l'accueillent assument leur propre identité de culture et de valeur. Les nôtres sont celles de nos valeurs républicaines où la laïcité et l'amour des autres ont une place première. La France promeut une culture qui englobe et qui rassemble. Elle ne peut défendre le communautarisme culturel.

Les accords de Schengen sont, pour J.F. Carencu, un socle important à préserver pour pouvoir assumer les migrations. C'est ce qui rend difficile, à son avis, la révision des accords de Dublin : elle risquerait d'ouvrir la porte à ceux qui veulent remettre en cause les premiers.

Jean François Carencu a, enfin, publié un petit ouvrage qu'il a intitulé « Souvenirs » : ce sont des souvenirs composés en recueil des citations qui ont éclairé sa vie et son action.

Controverses : « le sport en questions »



Montpellier 2020 a organisé une seconde soirée Controverses en ce mois d'avril, consacrée aux sports. "Le sport en questions", tel en était le thème. Elle s'est tenue au Gazette Café, organisée par Montpellier 2020, avec deux intervenants de qualité, complémentaires dans leurs approches du sport sous ses diverses facettes.

Christian BENEZIS, médecin du sport (du MHB, du MHSC, longtemps, et de l'ASB, entre autres) puis élu local, municipal et départemental, aujourd'hui président de la FNOMS a construit, sous l'égide de Georges Frêche, la politique sportive de Montpellier (sport de haut-niveau et " place aux sports") telle qu'elle est poursuivie aujourd'hui. Il s'est inquiété de l'évolution de la gouvernance du sport, du sport-santé (insistant à cet égard sur les méfaits des terrains en synthétique), du " bien vieillir », du développement du sport féminin, et bien entendu du dopage de plus en plus sophistiqué (allant jusqu'à recourir désormais au génétique) dont il est un spécialiste internationalement reconnu. Le petit moteur qui serait niché dans le vélo de Froome comme la pusillanimité des politiques répressives lui font prononcer un "coup de gueule" à l'égard des Etats et du mouvement sportif international et olympique. Sa voix forte a, à nouveau, porté. Christian MONTAIGNAC, ancien grand reporter au journal l'Equipe pendant 37 ans, chroniqueur aujourd'hui à Midi Libre, écrivain, auteur de sept romans, « fils « spirituel d'Antoine Blondin, dont il a gardé l'art de la "plume", est plus centré sur les attitudes et comportements qui caractérisent ou dénaturent le sport. Il regrette les pantomimes du football (cf. son dernier papier "balance ton sport" ML du 16 04) et plaide pour que les valeurs du rugby restent, malgré tout préservées. L'hystérie des commentateurs et leur chauvinisme" cocorico « le hérissent comme la "médailliste" indiscernée. Le recours excessif à "la Marseillaise" la banalise et la dévalorise. Il savoure les chants collectifs des publics anglo-saxons au contraire des bruitages et fanfares commandées des enceintes françaises. Son humour agrémenté de jeux de mots souvent recherchés le rend captivant.

Soirée suivie essentiellement par des connaisseurs qui ont apprécié les deux prestations.

Merci à eux

Gérard DORIVAL

Rencontre du 1 mai : **« La démocratie participative »**

Avec nos amis du PACTE CIVIQUE nous invitons **Jo SPIEGEL, maire de Kingersheim en Alsace**, le mardi 1 mai 2018 au Gazette Café. Cet élu a mis en place une démocratie participative dans sa commune et a écrit quelques ouvrages à ce sujet. Il constitue désormais un des grands référents politiques sur ce sujet.



alternative50.over-blog

Le programme se déroulera en plusieurs temps.

14 h : accueil au Gazette Café

14.30 h : ateliers

15.30 h/16 h : pause

16 h/18 h : retour des ateliers et intervention de Jo SPIEGEL

La suite de la manifestation se déroulera à la salle des fêtes de NEBIAN avec l'équipe du cœur d'Hérault.

17H45 : accueil

18H20 : ateliers

19H15 : buffet partagé avec les apports de chacun

20H30 : intervention de Jo Spiegel et échanges avec la salle

RAPPEL :

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ... N'hésitez pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : montpellier.asso.2020@gmail.com.

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site www.montpellier-2020.fr : vous pouvez y trouver, outre nos textes, les documents et images de nos manifestations locales, des comptes rendus de presse, des tweets ... n'hésitez pas à inter réagir !

BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Ville :

Code postal :

Mail :

Téléphone :

s'acquitte de la somme de 25 € au titre de l'année 2018 payable par chèque à l'ordre de « **association Montpellier 2020** » à adresser à **2 rue Jeanne d'Arc, MONTPELLIER, 34000**

Fait à :

le

Signature :